

LES TEMPS NOUVEAUX

MOUVEMENT SOCIAL ET LUTTE POLITIQUE
N°1 - 2010



QUELLES RÉPONSES PROGRESSISTES À LA CRISE ?

La crise actuelle est une crise extrêmement profonde. La réaction des gouvernements est finalement assez claire : ils parent au plus pressé pour éviter les catastrophes, se soumettent au caprice des marchés sans jamais chercher à les contrôler et préparent les ajustements nécessaires pour revenir dès que possible au *business as usual*. La profondeur de la crise est telle qu'ils ne disposent pas de réelle alternative à la version néo-libérale du capitalisme qu'ils ont mise en place. Les plans d'austérité qui s'annoncent, sont et seront d'une grande violence et ne pourront que durcir les traits régressifs de ce système.

Du côté du mouvement social, la crise a des effets contradictoires. D'un côté, elle donne raison aux critiques d'un système dont les fondements mêmes sont percutés par une crise dont l'ampleur démontre l'instabilité chronique et l'irrationalité croissante. Mais, d'un autre côté, elle contraint les luttes à une posture de défense souvent éclatée. Cette tension a toujours existé mais elle est portée à son paroxysme par la crise : il faut à la fois se battre pied à pied contre les mesures de « sortie de crise » et ouvrir une perspective alternative radicale. L'enjeu est donc de mettre en avant des réponses qui fassent le lien entre ces deux exigences. Enfin, la difficulté est d'autant plus grande que la crise est mondiale et que ces réponses doivent prendre en compte cette dimension et être porteuses d'une autre conception de l'Europe.

Priorité aux besoins sociaux...

Le principe essentiel de tout projet de transformation sociale, c'est la satisfaction des besoins sociaux. Le point de départ ne peut donc être que la répartition des richesses, d'autant plus que c'est la part du revenu national ponctionnée sur les salaires qui a nourri les bulles financières. Du point de vue capitaliste, la sortie de crise passe par une restauration de la rentabilité et donc par une pression supplémentaire sur les salaires et l'emploi. Et les fameux déficits de la protection sociale ou du budget de l'État ont été creusés par le déplacement de la répartition des richesses qui est aussi le produit des contre-réformes fiscales.

L'équation est donc simple : on ne sortira pas de la crise par le haut sans une modification significative de la répartition des revenus. Cette question vient avant celle de la croissance. Certes, une croissance plus soutenue serait favorable à l'emploi et aux salaires (encore faut-il en discuter le contenu d'un point de vue écologique) mais, de toute manière, on ne peut pas tabler sur cette variable si, en même temps, la répartition des revenus devient de plus en plus inégalitaire.

Il faut donc prendre en tenailles les inégalités : d'un côté par l'augmentation de la masse salariale, de l'autre par la réforme fiscale. La remise à niveau de la part des salaires devrait suivre une règle des trois tiers : un tiers pour les salaires directs, un tiers pour le salaire socialisé (la protection sociale) et un tiers pour la création d'emplois par réduction du temps de travail. Cette progression se ferait au détriment des dividendes, qui n'ont aucune justification économique ni utilité sociale. Le déficit budgétaire devrait être progressivement réduit, non pas par une coupe dans les dépenses, mais par une refiscalisation de toutes les formes de revenus qui ont été peu à peu dispensées d'impôts. L'encours de la dette devrait être écrêté par un prélèvement exceptionnel équivalent à une répudiation partielle de la dette.

... et donc à l'emploi

Le chômage et la précarité étaient déjà les tares sociales les plus graves de ce système : la crise les durcit encore, d'autant plus que les plans d'austérité vont rogner sur les conditions d'existence des plus défavorisés. Là encore, une hypothétique croissance ne doit pas être considérée comme la voie royale. Produisons plus pour pouvoir créer des emplois ? C'est prendre les choses à l'envers. Il faut opérer ici un changement total de perspective et prendre la création d'emplois utiles comme point de départ. Que ce soit par réduction du temps de travail dans le privé, ou par créations de postes dans les administrations, services publics et collectivités, il faut partir des besoins et comprendre que ce sont les emplois qui créent de la richesse (pas forcément marchande). Et cela permet d'établir une passerelle avec les préoccupations environnementales : la priorité au temps libre et la création d'emplois utiles sont deux éléments essentiels de tout programme de lutte contre le changement climatique.

La question de la répartition des revenus est donc le bon point d'accroche, autour de ce principe simple : « nous ne paierons pas pour leur crise ». Cela n'a rien à voir avec une « relance par les salaires » mais avec une défense des salaires, de l'emploi et des droits sociaux sur laquelle il ne devrait pas y avoir de discussion. On peut alors mettre en avant la notion complémentaire de contrôle : contrôle sur ce qu'ils font de leurs profits (verser des dividendes ou créer des emplois) ; contrôle sur l'utilisation des impôts (subventionner les banques ou financer les services publics). L'enjeu est de faire basculer de la défense au contrôle et seul ce basculement peut permettre que la mise en cause de la propriété privée des moyens de production (le véritable anticapitalisme) acquière une audience de masse.

Le carcan de l'euro

Le deuxième round de la crise vient percuter l'Europe, à travers la spéculation sur les dettes publiques. La gestion de cette crise est un révélateur : l'Europe néo-libérale est un carcan, et l'euro un instrument de discipline salariale et sociale. Ce constat pose la question de la possibilité d'une expérience de transformation sociale initiée dans un seul pays.

Il n'y a pas de réponse évidente. La sortie de l'euro permettrait de rétablir une marge de manœuvre grâce au maniement du taux de change, mais une dévaluation aurait un coût important puisqu'elle alourdirait le poids de la dette et rendrait nécessaire un plan d'austérité afin d'ajuster les salaires à une nouvelle échelle de prix internationaux. C'est par ailleurs une décision extrêmement risquée qui risque de déclencher la spéculation contre la nouvelle monnaie. Bref, la sortie de l'euro est un outil possible, mais ne constitue pas en soi une issue progressiste.

La véritable solution passerait par la mise en place des instruments nécessaires à gérer la coexistence d'économies différentes au sein d'une monnaie unique. Une première proposition, portée par Jacques Sapir, est l'instauration d'une monnaie « commune » et non « unique » : il y aurait un euro convertible pour les relations de la zone avec le reste du monde, et des monnaies réajustables pour chaque pays ou groupe de pays. Mais cette réforme ne suffirait pas si l'Europe ne se dotait pas d'un véritable budget élargi, fondé sur une imposition unifiée du

capital, et si la BCE n'était pas autorisée à émettre des euro-obligations destinées à financer de manière mutualisée les dettes publiques. Mais ce type de solution suppose un rapport de forces et un degré de consensus qui n'existent pas aujourd'hui.

Pour une stratégie d'extension européenne

Le choix semble donc être entre une aventure hasardeuse et une harmonisation utopique. La question politique centrale est alors de sortir de ce dilemme. Pour essayer d'y répondre, il faut travailler la distinction entre les fins et les moyens. L'objectif d'une politique de transformation sociale, c'est, encore une fois, d'assurer à l'ensemble des citoyens une vie décente dans toutes ses dimensions (emploi, santé, retraite, logement, etc.). L'obstacle immédiat est la répartition des revenus qu'il faut modifier à la source (entre profits et salaires) et corriger au niveau fiscal. Il faut donc prendre un ensemble de mesures visant à dégonfler les revenus financiers et à réaliser une réforme fiscale radicale. Ces enjeux passent par la mise en cause des intérêts sociaux dominants, de leurs privilèges, et cet affrontement se déroule avant tout dans un cadre national. Mais les atouts des dominants et les mesures de rétorsion possibles dépassent ce cadre national : on invoque immédiatement la perte de compétitivité, les fuites de capitaux et la rupture avec les règles européennes.

La seule stratégie possible doit alors s'appuyer sur la légitimité des solutions progressistes, qui résulte de leur caractère éminemment coopératif. Toutes les recommandations néo-libérales renvoient en dernière instance à la recherche de la compétitivité : il faut baisser les salaires, réduire les « charges » pour, en fin de compte, gagner des parts de marché. Comme la croissance sera faible dans la période ouverte par la crise en Europe, le seul moyen pour un pays de créer des emplois, sera d'en prendre aux pays voisins, d'autant plus que la majorité du commerce extérieur des pays européens se fait à l'intérieur de l'Europe. C'est vrai même pour l'Allemagne (premier ou deuxième exportateur mondial avec la Chine), qui ne peut compter sur les seuls pays émergents pour tirer sa croissance et ses emplois. Les sorties de crise néo-libérales sont donc par nature non-coopératives : on ne peut gagner que contre les autres, et c'est d'ailleurs le fondement de la crise de la construction européenne.

En revanche, les solutions progressistes sont coopératives : elles fonctionnent d'autant mieux qu'elles s'étendent à un plus grand nombre de pays. Si tous les pays européens réduisaient la durée du travail et imposaient les revenus du capital, cette coordination permettrait d'éliminer les contrecoups auxquels serait exposée cette même politique menée dans un seul pays. La voie à explorer est donc celle d'une stratégie d'extension que pourrait suivre un gouvernement de la gauche radicale :

1. on prend unilatéralement les « bonnes » mesures (par exemple la taxation des transactions financières) ;
2. on les assortit de mesures de protection (par exemple un contrôle des capitaux) ;
3. on prend le risque politique d'enfreindre les règles européennes ;
4. on propose de les modifier en étendant à l'échelle européenne les mesures prises ;
5. on n'exclut pas un bras de fer et on use de la menace de sortie de l'euro.

Ce schéma prend acte du fait qu'on ne peut conditionner la mise en œuvre d'une « bonne » politique à la constitution d'une « bonne » Europe. Les mesures de rétorsion de toutes sortes doivent être anticipées au moyen de mesures de protection qui, effectivement, font appel à l'arsenal protectionniste. Mais il ne s'agit pas de protectionnisme au sens habituel du terme, car ce protectionnisme-ci protège une expérience de transformation sociale et non les intérêts des capitalistes d'un pays donné face à la concurrence des autres. C'est donc un protectionnisme d'extension, dont la logique est de disparaître à partir du moment où les « bonnes » mesures s'étendraient.

La rupture avec les règles européennes ne se fait pas sur une pétition de principe mais à partir d'une mesure juste et légitime, qui correspond aux intérêts du plus grand nombre et qui est proposée comme marche à suivre aux pays voisins. Cet espoir de changement permet alors de s'appuyer sur la mobilisation sociale dans les autres pays et de construire ainsi un rapport de forces qui peut peser sur les institutions européennes. L'expérience récente du plan de sauvetage de l'euro a d'ailleurs montré qu'il n'était pas besoin de changer les traités pour passer outre à un certain nombre de leurs dispositions.

La sortie de l'euro n'est plus, dans ce schéma, un préalable. C'est au contraire une arme à utiliser « en dernière intention ». La rupture devrait plutôt se faire sur deux points qui permettraient de dégager de véritables marges de manœuvre : nationalisation des banques et dénonciation de la dette.

Le projet et le rapport de forces

Les justifications, aussi bien techniques que politiques, d'une nationalisation du système bancaire sont à nouveau apparues avec force : le plan de sauvetage de l'euro est en fait un nouveau plan de sauvetage des banques européennes, qui détiennent en grande partie la dette grecque et celle d'autres pays menacés de spéculation. Pour mettre à plat toutes ces dettes entremêlées, la meilleure solution serait une nationalisation intégrale, permettant une fois pour toutes de compenser, rééchelonner ou solder ces dettes. Les dettes publiques, outre l'impact mécanique de la crise sur les recettes, correspondent pour l'essentiel au cumul des cadeaux fiscaux aux entreprises et aux rentiers. La logique voudrait qu'elles soient annulées, ou largement restructurées. Sur ce point, comme le précédent, on se heurte à une autre difficulté : de telles mesures (nationalisation des banques et dénonciation de la dette) mettraient en cause les intérêts de non-résidents et supposent une rupture avec le capitalisme mondialisé.

Un programme qui ne viserait qu'à réguler le système à la marge serait non seulement sous-dimensionné mais aussi peu mobilisateur. En sens inverse, une perspective radicale risque de décourager devant l'ampleur de la tâche. Il s'agit en quelque sorte de déterminer le degré optimal de radicalité. La difficulté n'est pas tant d'élaborer des dispositifs d'ordre technique : c'est évidemment indispensable et c'est un travail largement avancé, mais aucune mesure habile ne peut permettre de contourner l'affrontement inévitable entre intérêts sociaux contradictoires.

Sur les banques, l'éventail va de la nationalisation intégrale à la régulation, en passant par la constitution d'un pôle financier public ou la mise en place d'une réglementation très contraignante. La dette publique peut quant à elle être annulée, suspendue, renégociée, etc. La nationalisation intégrale des banques et la dénonciation de la dette pu-

blique sont des mesures légitimes et économiquement viables mais elles peuvent paraître hors de portée, en raison du rapport de forces actuel. Là se situe le véritable débat : quelle est, sur l'échelle du radicalisme, la position du curseur qui permet le mieux de mobiliser ? Ce n'est pas aux économistes de trancher ce débat et c'est pourquoi, plutôt que de proposer un ensemble de mesures, cet article a cherché à poser des questions de méthode et à souligner la nécessité, pour vraie sortie de crise, de trois ingrédients indispensables :

1. une modification radicale de la répartition des revenus ;
2. une réduction massive du temps de travail ;
3. une rupture avec l'ordre mondial capitaliste, à commencer par l'Europe réellement existante.

Le débat ne peut être enfermé dans une opposition entre anti-libéraux et anti-capitalistes. Cette distinction a évidemment un sens, selon que le projet est de débarrasser le capitalisme de la finance ou de nous débarrasser du capitalisme. Mais cette tension ne devrait pas empêcher de faire un long chemin ensemble, tout en menant ce débat. Le « programme commun » pourrait reposer ici sur la volonté d'imposer d'autres règles de fonctionnement au capitalisme. Et c'est bien la ligne de partage entre la gauche radicale de rupture et le social-libéralisme d'accompagnement. Si on avance sur cette voie, on verra ensuite si cela conduit à une remise en cause de la propriété privée, à partir du contrôle que l'on aura réussi à exercer sur la répartition des richesses.

MICHEL HUSSON